



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

04 mai 2026

N° 338

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

TROIS SEMAINES DE LUTTES : LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE

Depuis le 13 avril dernier, jusqu'à ce 1er mai, des travailleurs du textile, à la SONAPI comme à CODEVI, tiennent bon. Grèves, manifestations, sit-in, tracts, drapeaux rouges : depuis plus de trois semaines, ils occupent le terrain. Leur exigence est simple : vivre de leur travail qui enrichit les patrons. Ils réclament 3 000 gourdes par jour comme salaire minimum, l'annulation des hausses du carburant et la fin de la terreur imposée par les gangs depuis près de six ans.



Le scandale est connu : un gallon de diesel à 845 gourdes, un salaire journalier à 685 gourdes. Une provocation. Celle d'un gouvernement dirigé par Alix Didier Fils-Aimé, qui, pendant qu'il augmente les prix, continue d'activer le pillage des caisses publiques.

Avec l'inflation galopante et près de 20 % de prélèvements, ce salaire déjà dérisoire est réduit à presque rien. Une ouvrière le résume clairement : le transport aller-retour absorbe presque toute la paie. Quant au repas, il devient un luxe. Autrement dit, le salaire ne permet même pas de reconstituer la force de travail. Dans ce contexte de terreur et de découragement, le simple fait de relever la tête est déjà une victoire morale. Ces travailleurs ont bravé les menaces de licenciement, les gaz lacrymogènes et la violence des gangs pour faire entendre leurs revendications.

Et déjà, ces luttes paient. Le gouvernement a été contraint de faire une proposition d'ajustement salarial, jugée dérisoire par les syndicats. Preuve que cette mobilisation dérange. Elle trouble la quiétude du pouvoir, qui craint qu'elle ne devienne l'étincelle capable d'embraser un véritable baril de poudre. Certes, en nombre, on est loin des mobilisations massives des années passées. La majorité des entreprises de la SONAPI ont d'ailleurs fermé progressivement leurs portes depuis près de trois

ans. Mais ceux qui ont répondu présents se sont fait les porte-paroles de l'ensemble des travailleurs, quel que soit le secteur d'activité.

Leur mobilisation est une bouffée d'oxygène. Elle dépasse le seul secteur textile. Dans une société paralysée par la peur et la misère, elle montre que la colère peut encore s'organiser, que la lutte est possible.

Les travailleurs le savent : leur force est dans le nombre. Depuis le début, ils appellent leurs frères et sœurs de classe à les rejoindre. Car c'est une question de rapport de forces. Plus ils seront nombreux dans les rues, à Port-au-Prince, à Ouanaminthe et ailleurs, plus ils feront reculer les patrons, leurs relais au pouvoir et également les groupes armés.

Si les ouvriers du textile sont à l'avant-garde, ce n'est pas un hasard. Depuis plus de quinze ans, ils mènent les combats pour la revalorisation du salaire minimum. En effet, leur concentration dans les parcs industriels, leur expérience des luttes, le travail des militants et des syndicats en ont fait un point d'appui pour toute la classe ouvrière. Aujourd'hui encore, ils montrent la voie.

Face aux gangs qui terrorisent, aux politiciens qui pillent et aux patrons qui exploitent, une seule force peut inverser la situation : celle des travailleurs organisés, conscients de leurs intérêts et décidés à se battre pour imposer leurs revendications. ■

SOMMAIRE

Editorial

⇒ Page 1

- Trois semaines de luttes : les travailleurs relèvent la tête

Leur Société

⇒ Page 2

- Vent de révolte au Cap-Haïtien
- Port-au-Prince croule sous les alluvions et les déchets
- Guerre des gangs, les habitants de la plaine du Cul de Sac pris dans l'étau
- Sécurité : entre les discours creux et la terreur réelle sur le terrain

⇒ Page 3

- Jean Denis-Artibonite : les habitants sous les balles, la faim et le pillage
- Dekalasyon premye me
- Hausse des prix de carburants, le coup de massue

⇒ Page 4

- Ariana : d'un concours superficiel à un mouvement réel de solidarité

Dans l'international

⇒ Page 4

- Premier mai : mobilisation des travailleurs du monde entier

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

VENT DE RÉVOLTE AU CAP-HAITIEN

Blocage des routes, pneus enflammés sur la chaussée, manifestations dans plusieurs quartiers, arrêt partiel voire total des activités scolaires et du commerce. Depuis une semaine, les Capois se mobilisent dans les rues boueuses de la ville pour dénoncer l'état d'abandon total de leur département plus particulièrement de la ville du Cap-Haitien. Ils exigent l'intervention urgente des autorités pour améliorer leur quotidien après des pluies et devant l'état catastrophique des routes et ouvrages de drainage.

La ville du Cap-Haitien, ce sont des piles d'immondices qui s'amoncellent à chaque coin de rue, des canaux qui sont obstrués depuis de nombreuses années, c'est une poussière quasi permanente quand il ne pleut pas et des constructions anarchiques ici et là. Après chaque pluie, les rues sont pleines d'alluvions et couvertes de boue. Une odeur pestilentielle en permanence se dégage dans l'air et pique les narines. Les marchés publics sont un peu partout. Dans les rues, de nombreux animaux errants contestent les espaces aux habitants. La circulation est dense avec des bouchons dès les premières heures de la journée. La ville suffoque et le pire est à craindre.

L'état de délabrement physique de la

ville du Cap-Haitien a empiré depuis le déferlement de la violence des gangs dans le département de l'Ouest. Fuyant la capitale et la ville de Mirebalais entre autre, des milliers de familles ont trouvé refuge dans le Nord, la ville du Cap-Haitien en particulier. Devenu le principal lieu de sortie du pays, la ville reçoit également, en transit, les autorités de l'Etat, le personnel diplomatique, les ONG et les passagers lambda dans un petit aéroport exigü.

Malgré cet afflux de gens, la multiplication des activités portuaires et aériennes, aucune initiative d'envergure n'a été entreprise par les autorités locales et nationales pour stopper la dégradation de l'environnement même à court terme. Les déchets sur la chaussée se multiplient, la

situation se complique pour la population à chaque pluie, la circulation des gens devient plus compliquée dans le déni des responsables.

Jeudi 30 avril, les manifestants ont forcé un ministre du gouvernement envoyé au Cap-Haitien pour éteindre la contestation en cours à descendre de sa voiture blindée pour circuler à pied dans certaines rues inondées. Sur une photo diffusée sur les réseaux, on le voit avec un mouchoir devant son visage tentant de diminuer l'entrée les odeurs pourries des rues dans son organisme.

À la pléthore des ministres, directeurs généraux délégués au Cap-Haitien à l'occasion, les manifestants ont clamé qu'ils ne veulent plus de promesses fallacieuses sans lendemain tout en continuant leurs contestations dans les rues. Ils ont raison. ■

PORT-AU-PRINCE CROULE SOUS LES ALLUVIONS ET LES DÉCHETS

Des alluvions, des piles d'immondices, des constructions anarchiques forment le décor des quelques rues dans les zones qui ne sont pas encore sous la coupe réglée des gangs criminels. C'est à se demander s'il y a des autorités qui les administrent. Mais au niveau de la racaille politique, ceux qui sont en poste ou ceux-là qui se battent pour y arriver n'ont qu'une seule chose en tête, s'enrichir le plus vite que possible.

Les intempéries, quelle que soit l'ampleur, mettent à nu l'état d'abandon de la capitale et révèlent la nullité et la cupidité de ceux qui prétendent diriger la cité. En effet, cela fait plus d'un mois, presque chaque jour, des pluies s'abattent sur Port-au-Prince.

A Pétion-ville, à Delmas et dans certains quartiers où il y a encore des gens, les routes sont impraticables à cause des ordures, des débris, des alluvions qui remplissent la chaussée en absence des canaux pour les drainer. Parfois, les glissements de terrain provoquent des pertes

en vies humaines, l'inondation de nombreuses maisons.

Loin de s'améliorer, la situation risque d'empirer pas seulement dans la capitale mais à travers tout le pays. Car les constructions anarchiques se multiplient sur les bassins versants, dans les lits des ravins. Pire, on ne voit aucun signe venant de ces soi-disant responsables pour prendre le taureau par les cornes. Dans la grande majorité des cas, ce sont eux qui sont à l'origine de ces désastres.

Dans le quartier de Laboule, un propriétaire qui avait besoin de vendre son terrain au bord d'un ravin a remblayé une

partie de ce dernier pour l'agrandir puis il a fait construire un grand mur de pierre sans pilier métallique. Sous la pluie, en pleine nuit, le mur de pierres est tombé sur une maison du quartier. Bilan : 7 personnes qui dormaient dans la maison sont mortes sur le coup.

La négligence des autorités municipales est insupportable. A l'heure de ces fortes pluies, la question du nettoyage des routes et des canaux reste une priorité permanente. Les autorités gouvernementales montrent toujours que ce n'est pas leur affaire. Piller les caisses de l'administration publique et ramper pour servir les nantis sont leur principale préoccupation.. ■

GUERRE DES GANGS, LES HABITANTS DE LA PLAINE DU CUL DE SAC PRIS DANS L'ÉTAU

La reprise des affrontements entre gangs rivaux au niveau de la Plaine du Cul de Sac précipite la population dans la tourmente et la terreur.

Deux semaines après le début des hostilités, la situation est toujours tendue. La population des zones concernées vit dans l'angoisse d'une reprise du conflit.

Démarrés le samedi 18 avril 2026, les affrontements sont très violents et touchent des quartiers comme Sarthe, Terre Noire, Blanchard, etc. Beaucoup de travailleurs revenant des usines n'ont pas pu rentrer chez eux, ce samedi. D'autres ont été pris au piège par les tirs croisés et sont restés cloîtrés chez eux jusqu'au lendemain.

Dans les jours qui ont suivi, les affrontements étaient devenus plus violents, doublés de menaces d'invasions. Face à cette situation, la population a fui. Ainsi, du lundi 20 à mercredi 22 avril des foules désespérées ont fui vers le rond-point « Trois Mains » près de l'aéroport. Femmes, enfants, personnes âgées, très peu ont trouvé un proche pour les accueillir à Mais Gâté ou à Gerald Bataille. La majorité des déplacés a passé les nuits à Trois Mains, dans la rue.

Au moment où les habitants de Terre Noire, Furgy, Vincent, Sarthe fuyaient le

déchaînement des gangs armés, les ouvriers ont constaté que plusieurs véhicules blindés étaient venus troubler leur manifestation pour exiger 3000 gourdes. Parmi ces ouvriers il y avait des déplacés.

D'un côté, les gangs font fuir les habitants de leur quartier par la violence, de l'autre côté la Police veille sur les travailleurs comme le lait sur le feu prête à les bombarder de gaz lacrymogène, à les rouer de coups de bâton ou à tirer dessus si les gros patrons lui donnent l'ordre. ■

SÉCURITÉ : ENTRE LES DISCOURS CREUX ET LA TERREUR RÉELLE SUR LE TERRAIN

Le gouvernement vend chaque nouvelle force étrangère comme une solution miracle. Les missions se succèdent, les sigles changent, mais les gangs restent. Pire : ils se renforcent, s'adaptent et étendent leur emprise. À chaque surenchère verbale des autorités, ce sont les pauvres qui paient.

À chaque annonce, la Police nationale promet un tournant. Après l'échec des missions précédentes, notamment autour du contingent kényan, les autorités parlent désormais de « force de suppression des gangs », censée compter des milliers d'hommes. En réalité, ce nouveau vocabulaire ne fait que recycler les mêmes

illusions.

Car pendant que les officiels annoncent périodiquement renforts et équipements, les gangs avancent. Les communiqués se multiplient, mais sur le terrain, la population continue de fuir, de se cacher ou de tomber sous les balles assassines des groupes armés qui poursuivent leur expansion et leur barbarie.

Tant que la population attendra son salut d'en haut, de forces armées locales ou étrangères déjà discréditées, elle continuera de payer le prix fort. Face aux gangs, comme face aux politiciens et aux riches qui vivent de cette crise, seule la mobilisation consciente des masses populaires peut ouvrir une autre voie.. ■

JEAN DENIS-ARTIBONITE : LES HABITANTS SOUS LES BALLES, LA FAIM ET LE PILLAGE

Dans la nuit du 28 au 29 mars, vers 1 heure du matin, la population de Bois Laval, à Desil, a été prise au piège. Alors que tout le monde dormait, des tirs ont éclaté de toutes parts.

Deux groupes armés ont coordonné cette attaque : l'un venant de Palmiste, dans Petite Rivière de l'Artibonite, et l'autre de Savien. Ils ont envahi les zones de Jean Denis, Carrefour Ogé et d'autres localités. Le bilan est lourd : plus de 70 morts, des centaines de blessés et des centaines de familles contraintes de fuir.

Jusqu'au dimanche 12 avril, ils contrôlaient encore plusieurs zones et continuaient de terroriser la population. Ce

même jour, Benson, un marchand de glace de la deuxième section de Marchand-Dessalines, a été abattu alors qu'il tentait de sortir de chez lui.

Mais cette attaque ne vise pas seulement des vies humaines. Elle cible aussi l'économie des paysans. Les groupes armés ont profité de l'offensive pour voler les stocks de riz des paysans, démolir des moulins, piller les marchés où les récoltes étaient vendues, et incendier des boutiques après les avoir vidées. Ils sont venus avec des camions et des

conteneurs pour transporter les marchandises volées.

Les populations déplacées se dirigent vers Gonaïves, Saint-Marc ou Saint-Michel. Elles ne reçoivent aucun soutien de l'État et survivent grâce à la solidarité familiale. Même les lieux de refuge ne sont pas sécurisés.

Et ce n'est pas un événement isolé. Depuis plus de 5 ans, ces zones de l'Artibonite subissent des attaques répétées, provoquant des déplacements successifs. ■

Nous publions ci-après l'intégralité de la déclaration du porte-parole de l'O.T.R. à l'occasion de la marche du Premier mai sur la zone industrielle

DEKLARASYON POU PREMYE ME

Mwen salye kouraj nou menm travayè ak travayè Pòtoprens ak ouvriye « Codevi » yo ki nan Wanament nan depatman Nò, kap manifeste depi 3 semèn pou ekzije Leta satisfè revandikasyon nou genyen yo tankou : Ajiste salè minimòm nan 3000 goud pou pi piti pa jou, desann pri gaz la, elimine IRI pou travayè faktori yo elatriye. Wi, nou gen rezon pou nou batay, paske tout ajisteman salè nou jwenn, se batay nou ki pèmèt nou rache yo.

Men pou batay sa yo pote bonjan sikse nan enterè nou, fòk nou ka rive òganize nou plis e fòk nou gen kontwòl tou chak jou sou ki direksyon batay sa yo ap pran.

Oganizasyon sa yo dwe soti anndan izin yo menm. Nou kapab eli komite tèt kole anndan izin yo pou nou ranmase revandikasyon nou, pou nou fè grèv anndan izin yo kwaze bwa, kwaze pye e pou nou soti al manifeste tou nan lari a lè nou ta deside sa.

Wi kamarad, òganizasyon ak mobilizasyon dèyè revandikasyon nou yo, kontwòl batay nou yo, detèminasyon ak enèji nan batay la, se chemen sikse. Si nou pa kale je nou, si nap mòde lage, advèsè nou yo ap fè nou echwe.

Jodi a, nou reyini pou nou komemore premye me. Nan kòmansman sistèm kapitalis la an Ewòp, gwo patwon kapitalis yo te fòse ouvriye yo travay jiska 16 zèdtan pa jou. Anpil fwa, se bò kote izin yo, yo te konn dòmi. Timoun tou piti te konn ap travay nan min. Pat gen konje anyèl, pat gen konje matènite. Se te yon sistèm eksplwatasyon san parèy.

Lavi travayè yo te kout. Yo te mouri ak tibèkiloz, malnitrisyon. Klas travayè yo te

pase anpil tribilasyon ak mizè jiskaske yo te konprann se sistèm sosyete eksplwatasyon an ki te pèmèt sa. Yo te rive konprann tou mobilizasyon ak batay yo kapab chanje sa. Yo te rantre nan batay la.

Batay la te long anpil. Nan lane 1890, dirijan òganizasyon travayè yo nan anpil peyi te deside pran yon jou kote tout travayè tap manifeste ansanm pou yo te mande jounen travay 8 tèdtan an. Konsa, chak premye me gwo patwon yo ak gouvènman yo te fè anpil masak sou klas travayè yo nan peyi tankou Etazini, Lafrans, Almay, Angletè, Larisi pou nou site sa yo sèlman. Men kokenchenn represyon sa yo pat janm dekouraje klas travayè.

Nan lane 1917, klas travayè a nan peyi Larisi pran pouvwa a apre yo te fin bat chalbari dèyè boujwa ak grandon ki tap souse san mas popilè yo. Yo te deklare revolisyon kominis klas travayè Larisi yo, se tap kòmansman revolisyon klas travayè toupato sou planèt la. Revolisyon sa yo tap gen pou fini ak eksplwatasyon gwo patwon kapitalis yo nan tout kwen sou planèt tè a.

Se gouvènman revolisyon travayè Larisi yo an premye ki te bay jounen travay 8 tèdtan an. Laboujwazi te panike. Yo te pè pou klas travayè lakay yo pat suiv ekzanp travayè Larisi yo. Se menas sa ki fè gwo patwon yo ansanm ak gouvènman tchoul yo te aksepte jounen travay 8 tèdtan an.

Pabò isit, se nou menm OTR, ki te pote vrè sans premye me a bay travayè yo. Premye me 1988, ansanm ak travayè yo, nou te òganize yon manifestasyon, pou te denonse move kondisyon travay yo, epi ekzije yon ajisteman salè minimòm ki ka pèmèt klas travayè a fè fas ak kou lavi a, kap monte prèske chak jou.

Depi lè sa a, premye me vin tounen yon tradisyon pou òganizasyon an ak klas travayè

yo an Ayiti. Se OTR ki te vini ak senbòl drapo wouj la nan manifestasyon travayè yo kòm senbòl rezistans travayè te toujou pote nan tout manifestasyon yo. Se nou menm tou ki vini ak chante entènasyonal travayè te toujou chante nan tout rankont yo tap òganize.

Wi jounen jodi a, planèt tè a tounen yon ti vilaj kote sistèm kapitalis la pèmèt yon ti ponyen gwo chabrak, gwo patwon eksplwate tout klas travayè yo, eksplwate tout richès ki genyen sou latè. Se nan tèt kole antre gwo kapitalis yap toupizi nou. Men pandan gwo patwon met tèt yo ansanm, yo fè tout kalte mannèp pou divize nou, pou kreye konfli antre tout klas travayè nan divès peyi.

Jounen jodi a, nap deklare ak tout fòs nou, klas travayè ayisyen se yon ti pati nan klas travayè mondyal la li ye. Nou gen menm enterè ak klas travayè ki nan Sendomeng, ki nan Karayib la. Se kamarad nou yo kap bourike nan gwo peyi kapitalis yo, Etazini, Lafrans, Kanada, elatriye. Se batay tout klas travayè yo ansanm kap rive kapote sistèm peze souse kapitalis la sou tout planèt la. « Travayè toupato, an nou ini nou »

Chak premye me, OTR oubyen « Pawòl Travayè » toujou òganize rankont, oubyen patisipe nan manifestasyon avèk travayè yo, pou nou raple yo enpòtans dat sa a, ki se jounen batay entènasyonal travayè pou yo fè pase revandikasyon yo, tankou ajisteman salè minimòm epi pi bon kondisyon travay, elatriye.

Pou nou fini, nap mande pou tout travayè, travayè rejwenn nou nan batay la, rejwenn nou nan jefò nap fè pou nou konstwi yon pati travayè revolisyonè an Ayiti. Yon pati kap gen kòm misyon, òganize batay klas travayè a ansanm ak mas popilè chak jou anndan izin yo, nan katye yo sou revandikasyon ki pa ka tann yo, men tou batay pou nou dechouke sistèm kapitalis peze souse sa a. ■

HAUSSE DES PRIX DE CARBURANTS, LE COUP DE MASSUE

Le lundi 1er avril 2026, le gouvernement du premier ministre Alix Didier Fils-Aimé a pris un décret pour augmenter les prix des produits pétroliers à la pompe. Le prix du gallon de gazoline passe de 560 à 725 gourdes soit une hausse de 29,5%, les prix du gallon du gasoil et de celui du kérosène ont subi respectivement une hausse de 37,1% et de 37,4%. Suite à ce décret, le ministère des affaires sociales a ajusté les prix des circuits d'une hausse de 50% en moyenne. Appliquée contre une population déjà en mal au point, cette décision va accélérer sa chute vers l'abîme.

Depuis le contrôle du pays par les gangs criminels, ce derniers accaparent une part de tout ce que la population achète. Même si une grande partie de ces extorsions se passent dans le département de l'Ouest mais toute la population en subit les conséquences.

Par exemple si le gallon de gazoline se vend à 725 gourdes dans la capitale, il peut coûter jusqu'à 1000 gourdes voire plus

dans les villes de province. Plus la région est éloignée, plus le coût augmente

Dans le département de l'Ouest, d'une commune à une autre, les postes de péage font doubler ou plus les prix des circuits.

Le circuit Carrefour/Centre-Ville de Port-au-Prince : prix du gouvernement 75 gourdes, prix après le péage des gangs 200 gourdes.

Le circuit Port-au-Prince/Cap-Haitien : prix du gouvernement 3500 gourdes. Après le péage des gangs 7000 gourdes.

Ainsi, les classes riches et les gangs s'unissent pour étrangler les masses populaires. Mais elles peuvent s'en sortir. Elles en ont les moyens et l'expérience. Ce qui manque c'est l'organisation. ■

ARIANA : D'UN CONCOURS SUPERFICIEL À UN MOUVEMENT RÉEL DE SOLIDARITÉ

La victoire d'Ariana, une jeune TikTokeuse haïtienne, dans un concours international a déclenché une vague d'enthousiasme sur les réseaux sociaux.

Il faut pourtant le dire : il s'agissait d'un concours au contenu superficiel, typique des événements fantaisistes des réseaux sociaux. Mais, dans un pays étouffé par la misère et la violence, beaucoup – notamment dans la diaspora – ont saisi ce moment comme une respiration. D'autant plus qu'Ariana, à travers ses interventions très médiatisées, a repris quelques slogans contre l'insécurité et ses ravages.

Au-delà de la performance individuelle, c'est un élan collectif qui a marqué les esprits. Un sursaut de solidarité rare. Et cette ferveur a débordé les écrans. À son retour, dans plusieurs quartiers, des bandes à pied ont investi les rues, rassemblant des milliers

de personnes, profitant de ces rares instants de répit dans un climat devenu irrespirable.

Sur les réseaux, des internautes africains ont salué la victoire d'Ariana, mais aussi l'histoire d'Haïti. Beaucoup ont rappelé que ce pays fut le premier à anéantir l'esclavage, à briser les chaînes et à ouvrir la voie à d'autres peuples. « Haïti reste un symbole de liberté », écrivait-on, certains ajoutant mieux comprendre pourquoi les grandes puissances cherchent à l'étrangler.

Mais très vite, les vautours de la politique ont flairé l'occasion. Ministres, maires, officiels en tout genre se sont précipités pour accueillir Ariana en grande pompe. Ceux-là mêmes qui bouchent l'avenir de la jeunesse se sont découverts une soudaine passion pour ses succès.

La direction de l'ONA, institution gangrenée par la corruption, véritable machine à siphonner et à détourner les cotisations des

travailleurs, s'est empressée de proposer un contrat de partenariat à Ariana en vue de récupérer l'image de la TikTokeuse et s'en servir pour masquer les pratiques prédatrices de l'ONA, proches de méthodes mafieuses, au détriment des cotisants.

Car derrière ces cérémonies, une réalité demeure : celle des fonds publics utilisés sans compter. Dans ce pays, même la joie populaire devient un prétexte pour puiser dans les caisses de l'État.

Ainsi, une victoire issue d'un concours loufoque, mais portée par une mobilisation sincère, se retrouve récupérée par ceux-là mêmes qui entretiennent le désastre.

Reste une question : cette énergie, capable de faire gagner une TikTokeuse à l'international, pourra-t-elle un jour se transformer en force réelle, tournée contre ceux qui confisquent les richesses et l'avenir du pays ?■

DANS L'INTERNATIONAL

PREMIER MAI : MOBILISATION DES TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER

Vendredi 1er mai, des mobilisations de travailleurs dans plus d'une centaine de pays ont marqué cette journée historique de lutte pour le droit des travailleurs de vivre dignement et contre l'exploitation capitaliste.

En cette occasion de journée internationale de luttes, des manifestations se sont déroulées partout dans le monde, de l'Asie à l'Amérique, en passant par l'Afrique et l'Europe. Presque partout où il y a des travailleurs qui vendent leur force de travail contre un salaire, ce premier mai a été célébré dans la tradition de luttes qu'il symbolise depuis 1886, l'année où la classe ouvrière américaine a lancé les luttes pour les huit heures.

C'est en l'honneur de cette journée tragique au cours de laquelle plusieurs ouvriers américains ont été tués lors des affrontements avec la police que les dirigeants de la Deuxième Internationale l'avaient choisie en 1889 comme journée de mobilisation internationale.

Cette année, comme c'est le cas depuis une demi-douzaine d'années, le premier mai est célébré dans un contexte dominé par les guerres et le militarisme, un contexte marqué par la dégradation des conditions de vie des masses exploitées et le durcissement des régimes bourgeois.

En France, les cortèges des diverses organisations syndicales ont dénoncé, dans plusieurs villes, le projet de loi du gouvernement visant à faire du premier mai un jour ouvrable.

En Grèce et en Italie, les travailleurs se sont mobilisés contre la politique anti-ouvrière des dirigeants d'extrême droite. En Turquie, la répression gouvernementale contre les manifestations a été telle qu'environ 576 personnes ont été arrêtées.

En Corée du Sud, aux Philippines et au Bangladesh, les foules de travailleurs, drapeaux rouges à la main, ont défendu leurs droits.

Et en Haïti, malgré la dictature des gangs, les travailleurs se sont rassemblés devant le parc industriel SONAPI pour écouter les messages du porte-parole de l'OTR et de la centrale syndicale SOTA. Puis s'est déroulée une manifestation au cours de laquelle ils ont mis en avant leurs deux principales revendications, défendues depuis le 13 avril 2026.

Dans un contexte de montée du nationalisme, de la xénophobie et du racisme visant à diviser les travailleurs, les mobilisations du premier mai prouvent que la classe ouvrière est internationale et transcende toutes les frontières.■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.